LES CONSÉQUENCES DÉCOULANT DE L'IMPOSITION D'UNE AMENDE POUR RENÉGOCIER UNE HYPOTHÈQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Madame le Président, le ministre n'est pas sans savoir que le secteur des banques est l'un de ceux qui n'ont pas subi de pertes. Les chiffres divulgués hier et aujourd'hui montrent que les profits des banques n'ont jamais été aussi élevés. Le ministre ne se rend-il pas compte que les détenteurs de prêts hypothécaires devant payer des mensualités astronomiques, ne sont plus en mesure d'acheter des biens de consommation et ont un pouvoir d'achat réduit? Si les banques permettaient aux Canadiens de renégocier leurs hypothèques, ils pourraient commencer à acheter des produits de fabricants canadiens, fabricants qui sont justement en difficulté, contrairement aux banques.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, j'ai déjà dit que je transmettrais les instances du député à l'inspecteur général des banques. Je lui rappellerai que le rendement de l'actif des banques, qui constitue la meilleure mesure de la rentabilité des banques, est passé de .47 p. 100 l'année dernière à .56 p. 100 cette année. Il se situe encore bien au-dessous des moyennes qu'on a déjà connues. Mon honorable collègue devrait mieux se renseigner. Je l'invite à lire le rapport du comité parlementaire chargé de cette question. Ce comité a tenu des audiences à ce sujet l'année dernière et il a conclu que les profits des banques n'étaient pas excessifs, dans les circonstances.

[Français]

L'EMPLOI

LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LE CADRE DU PROGRAMME RELAIS

M. Rolland Dion (Portneuf): Madame le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration, si je peux attirer son attention. Étant donné que la base militaire de Valcartier est située dans ma circonscription, et comme le ministre le sait sans doute, la région de Québec ainsi que la circonscription de Portneuf sont durement touchées par le chômage, j'aimerais que le ministre dise à la Chambre quels progrès ont été réalisés par son ministère et celui de la Défense nationale au sujet de la création d'emplois dans le cadre du programme RELAIS?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, nous avons signé un accord avec le ministre de la Défense nationale en ce qui a trait à la création d'emplois, dont 3,000 seront destinés aux personnes admissibles au programme RELAIS.

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'EXPLOITATION DES SABLES BITUMINEUX

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La Alberta Chamber of Mines, l'industrie pétrolière canadienne et la Chambre canadienne de commerce ont présenté au gouvernement fédéral des mémoires exhortant ce dernier à adopter un programme accéléré d'exploitation des

Questions orales

sables bitumineux, car ceux-ci sont indispensables pour atteindre l'objectif d'autosuffisance pétrolière du Canada d'ici à 1990 ou même d'ici à 1995. Puisque nous avons 2 millions de chômeurs qui ne demandent qu'à travailler, quand le ministre va-t-il mettre au point un programme qui favorisera l'exploitation des ressources naturelles canadiennes et permettra aux chômeurs de retrouver du travail? Quand va-t-il faire quelque chose au ministère où il a pris la succession d'un autre ministre catastrophique?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, nous sommes continuellement en train d'examiner diverses propositions et nous traitons à l'heure actuelle avec les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan au sujet notamment de projets d'exploitation de pétrole lourd. Certains projets sont présentement en voie de réalisation.

Les mégaprojets d'autrefois, à l'époque où tout le monde prédisait que le prix du pétrole atteindrait \$50, \$60 ou \$70 le baril, ne sont évidemment pas réalistes étant donné les prix actuels. Conjointement avec les gouvernements provinciaux, nous avons fait des propositions à l'industrie pétrolière, que cette dernière et les gouvernements provinciaux sont en train d'examiner. Certains projets pourraient être lancés, mais économiquement parlant ils seront beaucoup plus difficiles à réaliser, étant donné la baisse des cours mondiaux du pétrole. Nous collaborons cependant étroitement avec les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan. En fait, je discutais hier de deux projets avec le ministre des finances de la Saskatchewan. Nous avons tous deux reconnu qu'il nous faudra commencer par en examiner la rentabilité.

[Français]

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

ON DEMANDE SI LE CANADA SE PORTERA CANDIDAT EN VUE D'ÊTRE L'HÔTE DU CENTRE INTERNATIONAL DE BIOTECHNOLOGIE

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Il y a environ trois semaines un quotidien, dans un article, se référait à l'honorable ministre comme ayant dit qu'il n'était pas question que le Canada se porte candidat en vue d'être l'hôte du Centre international de biotechnologie, parrainé par l'Organisation des Nations Unies. Étant donné cette déclaration, le ministre serait-il en mesure de dire à la Chambre aujourd'hui que le Canada doit oublier ce projet de façon définitive, à toutes fins utiles, lors des discussions? J'aimerais ajouter que ce projet était convoité non seulement par Montréal, mais également par deux ou trois autres provinces.

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, j'aimerais remercier l'honorable député de sa question parce qu'il s'agit là d'un domaine qui intéresse énormément tout le pays, savoir la biotechnologie. Nous sommes très intéressés à établir des centres de biotechnologie au Canada et surtout dans la province de Québec, car le gouvernement de cette dernière province est très intéressé aussi. Le projet en cause, le projet de l'ONUDI,